

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

20 mai 2010

## RÉFORME DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - (n° 2516)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° 380

présenté par

M. Rousset, M. Giacobbi, M. Letchimy, M. Lurel, M. Queyranne, M. Vauzelle,  
M. Giraud, Mme Iborra, Mme Lebranchu, M. Le Déaut, Mme Marcel et M. Christian Paul

-----  
**ARTICLE PREMIER**

I. – Compléter l’alinéa 3 par les mots :

« , à l’exception des conseils généraux de la Guadeloupe et de la Réunion. ».

II. – En conséquence, compléter l’alinéa 5 par les mots :

« , à l’exception des conseils régionaux de la Guadeloupe et de la Réunion. ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

La création de conseillers territoriaux communs au département et à la région dans une région mono-départementale comme le sont la Guadeloupe et la Réunion revient de facto à créer une assemblée unique puisque les conseillers territoriaux siégeant dans l’unique conseil général et au conseil régional de la Guadeloupe ou de la Réunion seront exactement les mêmes.

Or, le dernier alinéa de l’article 73 de la Constitution dispose que « la création par la loi d’une collectivité se substituant à un département et une région d’outre-mer ou l’institution d’une assemblée délibérante unique pour ces deux collectivités ne peut intervenir sans qu’ait été recueilli, selon les formes prévues au second alinéa de l’article 72-4, le consentement des électeurs inscrits dans le ressort de ces collectivités. »

Ainsi, la loi ne peut imposer en Guadeloupe ou à la Réunion la création de conseillers territoriaux communs au département et à la région sans qu’ait été recueilli au préalable le consentement des électeurs inscrits dans le ressort de cette collectivité conformément à l’article 73 de la Constitution.

Si les électeurs Martiniquais et Guyanais ont été effectivement consultés et ont approuvé le 24 janvier dernier un projet d'évolution institutionnelle qui donnera lieu à un projet de loi organique spécifique, on ne peut présumer ni de l'organisation d'une consultation locale en Guadeloupe ou à la Réunion ni, a fortiori, d'une approbation de la population guadeloupéenne ou réunionnaise.

La création de conseillers territoriaux ne peut donc constitutionnellement être imposée sans le consentement des populations locales en Guadeloupe ou à la Réunion.

Telle est la raison constitutionnelle pour laquelle il convient d'exclure la Guadeloupe et la Réunion du champ d'application de cet article.